

Afrique du Sud

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La croissance du PIB réel de l'Afrique du Sud était de 0,2% en 2019. La pandémie et les mesures visant à endiguer la propagation du virus ont encore plus affaibli l'économie. Le PIB réel a reculé de 8,2% en 2020, suite au déclin des secteurs de la construction, des transports et des communications, ainsi que du secteur manufacturier et minier. Toutes les composantes de la demande ont reculé, et c'est l'investissement qui a enregistré la plus forte contraction, à savoir 32,4%. La Banque centrale d'Afrique du Sud a abaissé le taux directeur de 300 points de base au total en 2020, de 6,5% à 3,5%, pour soutenir les entreprises et les ménages touchés par la pandémie. L'inflation devrait ralentir en 2020 pour se situer à 3,4%, dans la limite de l'objectif de la banque centrale, de 3 à 6%. Le déficit budgétaire devrait se creuser de manière significative et atteindre plus de 14% du PIB, principalement en raison des pressions exercées sur les dépenses publiques engagées pour contenir l'impact économique de la pandémie. Le pays devrait cependant enregistrer son premier excédent du compte courant en 2020, estimé à environ 1% du PIB, en raison du prix élevé de l'or (l'une de ses exportations), d'importations de carburant peu coûteuses, et de l'augmentation des exportations agricoles.

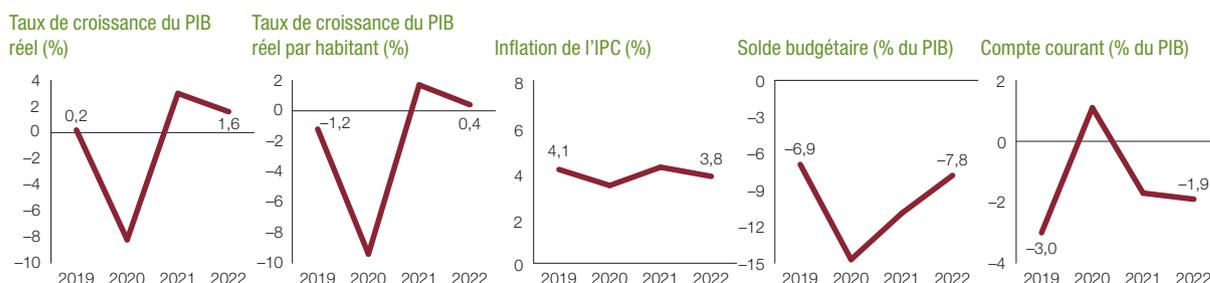
Malgré la pandémie, le secteur bancaire sud-africain reste solide, avec un ratio de fonds propres de 16,3%, ce qui est supérieur à l'exigence réglementaire de 10%. Le crédit intérieur au secteur privé a atteint 280 milliards de dollars en novembre 2020, soit une augmentation de 3,5% par rapport à décembre 2019, lorsqu'il était de 139% du PIB. La faiblesse persistante de l'économie a incité les trois principales agences de notation de crédit à abaisser la cote de crédit en devises locales et étrangères de l'Afrique du Sud à une cote de niveau inférieur. Néanmoins, l'investissement réel privé a augmenté de 33,2% au troisième trimestre 2020. Les indicateurs sociaux sont susceptibles de rester faibles, en raison de la gravité de la pandémie et des conséquences du faible développement humain en Afrique du Sud. Environ 2,6 millions de personnes ont perdu leur emploi depuis mars 2020, portant le taux de chômage à 30,8% en septembre 2020 contre 23,3% en décembre 2019.

Perspectives et risques

La croissance du PIB réel devrait rebondir à 3,0% en 2021, mais le rythme de la reprise ralentira à 1,6% en 2022 en raison de contraintes structurelles persistantes telles que l'approvisionnement peu fiable en électricité et la réglementation sur le travail. Le taux d'inflation devrait s'établir à 4,2% en 2021, et rester dans la fourchette cible de la banque centrale de 3 à 6% en 2022. L'excédent du compte courant devrait s'éroder, car une remontée des prix du pétrole pourrait gonfler la facture des importations de carburant. La dette publique pourrait dépasser 90% du PIB à moyen terme, et certaines projections prévoient qu'elle se stabilisera à 95% en 2026. La Déclaration de politique budgétaire à moyen terme 2020 (MTBPS) d'octobre 2020 prévoyait un déficit budgétaire nettement plus important et une consolidation de la dette plus lente à moyen terme. Ces projections augmenteront les risques liés aux coûts élevés du service de la dette, à la détérioration du bilan des entreprises publiques et à la faiblesse persistante de la situation financière des municipalités.

Questions et options de financement

Le MTBPS 2020 proposait des mesures visant à réduire la masse salariale de la fonction publique et les investissements des entreprises publiques, afin de réduire le déficit budgétaire et de stabiliser le ratio dette/PIB sur une période de cinq ans. Le Trésor prévoit de réduire la masse salariale —le principal moteur du déficit budgétaire —de près de 1,8 milliard de dollars jusqu'en 2023–2024. La proposition créait déjà un risque de grèves généralisées des 1,3 million de fonctionnaires. En plus, les appels à une dette garantie par le gouvernement pour soutenir les dépenses d'investissement seront découragés. Cela pourrait pousser South African Airways à la liquidation et la compagnie d'électricité Eskom à adopter des tarifs correspondant à ses coûts, ce qui serait efficace mais impopulaire. En 2020, le gouvernement sud-africain s'est engagé à investir dans les entreprises de services publics au travers d'une forte participation du secteur privé. Les réserves internationales brutes de l'Afrique du Sud ont légèrement augmenté, passant de 52,4 milliards de dollars (soit 6,9 mois d'importations) à la fin de mars 2020, à 53,8 milliards de dollars à la fin de novembre 2020 (soit 8,3 mois d'importations). Ces progrès traduisent principalement les emprunts étrangers de banques multilatérales (dont la BAD) reçus au nom du gouvernement, dans le but de faire face à la pandémie.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.